Sondage auprès des partis politiques

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **42 (2015)**

Heft 5

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-912099

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Sondage auprès des partis politiques

Réponses brèves à des questions pas toujours simples: c'est ce que nous avons exigé des sept principaux partis représentés au parlement. Tous ont participé, et les réponses sont particulièrement instructives.

Les Suisses de l'étranger forment un électorat en croissance constante. Quels outils votre parti utilise-t-il pour communiquer avec les Suisses de l'étranger?

Le PBD est un jeune parti qui n'a pas encore établi de relations institutionnalisées avec les Suisses et Suissesses de l'étranger. La communication intervient en premier lieu par le biais de notre site internet, de la Newsletter vidéo et d'e-mails.

Membre de la présidence responsable, secrétaire internationale au siège principal. Congrès de l'OSE, publicité dans la Revue Suisse, interventions des associations suisses à l'étranger, sites internet, Newsletter, réseaux sociaux, magazine imprimé.

Nous communiquons exclusivement par voie électronique, en envoyant notre Newsletter par e-mail et en publiant des informations sur notre site. Nous avons également un compte Facebook et participons au Congrès des Suisses de l'étranger.

Nous sommes très actifs sur les réseaux sociaux. Il est possible de s'abonner aux Nouvelles vertes en ligne sur www.verts.ch, disponibles en français ou en allemand. Nous participons également chaque année au Congrès des Suisses de l'étranger.

Notre parti communique presque exclusivement par voie électronique. L'avantage, c'est qu'ainsi nous nous adressons aussi bien aux Suisses de l'étranger qu'à tous les autres membres. Notre parti participe également chaque année au Congrès des Suisses de l'étranger.

Notre section des Suisses de l'étranger UDC International est régulièrement en contact avec les Suisses du monde entier. Nous communiquons également via notre site www.udc-international.ch ou notre page Facebook à l'adresse www.facebook.com/svpinternational.

Les ambassadeurs du PS sont les membres de la section PS internationale. Nos membres sont actifs dans les antennes du PS à Berlin, Paris, Rome et en Israël. D'autres antennes sont actuellement mises en place à Bruxelles, Montréal, Buenos Aires ou au Cap.

Admettons qu'aucun compromis ne soit trouvé avec l'UE pour la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse et que l'accord de libre circulation des personnes et les accords bilatéraux doivent être dénoncés. Que privilégierait votre parti dans ce cas: la mise en œuvre stricte ou le maintien des accords bilatéraux?

Le maintien des accords bilatéraux a la priorité absolue et constitue un thème majeur pour le PBD en cette année électorale. Le PBD a présenté, au printemps 2014 déjà, une proposition de mise en œuvre de l'IIM. En outre, le PBD souhaite clarifier les relations entre la Suisse et l'UE et ancrer les accords bilatéraux dans la Constitution. Pour répondre à la volonté du peuple concernant une baisse de l'immigration, il faut promouvoir la main-d'œuvre suisse.

Maintien des accords bilatéraux. La question ne se posera toutefois pas si le Conseil fédéral adopte notre proposition de mise en œuvre de l'initiative et négocie une clause de sauvegarde avec l'UE (des accords similaires existent déjà dans l'UE). Avec des mesures d'accompagnement ou de promotion de la main-d'œuvre suisse, l'immigration sera également plus facile à contrôler sans mettre en danger les accords bilatéraux.

Pour le PLR International, le maintien des accords bilatéraux est une priorité absolue. La suppression de la libre circulation aurait de graves conséquences notamment sur une grande partie des 450 000 Suisses vivant dans l'UE. En outre, la mise en œuvre du contrôle de l'immigration de masse doit, dans toute la mesure du possible, tenir compte des accords sur la libre circulation des personnes.

Le maintien des relations bilatérales. Vu sa situation géographique et ses liens socio-économiques avec l'UE, la Suisse ne peut pas avancer «en solitaire». Les Verts ne veulent donc pas d'une mise en œuvre stricte de l'initiative contre l'immigration de masse mais privilégient une solution non discriminante, acceptable pour l'UE, garantissant les bilatérales.

Les accords bilatéraux avec l'UE revêtent une importance capitale pour le site économique et de recherche qu'est la Suisse. Pour les vert'libéraux, le maintien et la poursuite du développement des accords bilatéraux plusieurs fois confirmés par le peuple ont donc la priorité sur la mise en œuvre stricte de l'initiative.

Le peuple a approuvé la gestion et la limitation de l'immigration. Il faut maintenant mettre en œuvre cette mesure dans l'intérêt du pays. Seul est concerné l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE, qu'il convient de renégocier. Reste la question des six autres accords liés à celui de libre circulation dans le paquet des bilatérales I, dans lesquels la Suisse et l'UE ont des intérêts mutuels. La Suisse a signé plus de 150 accords bilatéraux avec l'UE, et il n'est pas question de les dénoncer.

Pour le PS, le maintien des relations bilatérales a clairement la priorité. La Suisse est tributaire de ses bonnes relations politiques, économiques et culturelles avec ses voisins européens. Nous ne voulons en aucun cas renoncer à la liberté de nous déplacer librement en Europe. Si la dénonciation des accords bilatéraux devait effectivement être débattue, le peuple doit avoir le dernier mot.

Récemment, plusieurs initiatives populaires en matière de politique familiale ont échoué. Pour votre parti, quelle mesure isolée de politique familiale devrait absolument être mise en œuvre dans un avenir proche?

Le PBD veut faciliter la conciliation entre vie de famille et vie professionnelle. Le but est de mieux intégrer les femmes dans le marché du travail et de contribuer ainsi à réduire la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. De nombreuses mesures sont nécessaires et le PBD a déposé des motions en ce sens au parlement: renforcement et promotion de l'offre de places de garde ou l'introduction d'écoles à horaire continu et les horaires blocs.

En 2016, le PDC soumettra au peuple sa prochaine initiative sur les familles. Nous voulons le retrait de la pénalisation du mariage et du partenariat. Après des années de discrimination, les couples mariés et les partenaires enregistrés doivent être remis sur un pied d'égalité avec les autres couples en matière d'impôts et de prévoyance. Actuellement, d'autres exigences du PDC sont en suspens au parlement: le congé paternité et la libération des primes pour les enfants.

Le mieux serait d'aider les familles en introduisant l'imposition individuelle. Elle est juste et adaptée aux revenus personnels, et elle éviterait la progression à froid. En outre, famille et travail doivent être plus facilement conciliables. Il convient de renforcer les déductions fiscales sur la garde externe des enfants.

Nous voulons aider toutes les familles: couples mariés, partenariats enregistrés, familles monoparentales, etc. Nous avons présenté une série de mesures en ce sens au parlement. L'une des plus importantes concerne sûrement l'allégement de la charge financière p. ex. par une imposition individuelle et une meilleure conciliation entre vie de famille et vie professionnelle grâce à des écoles à horaire continu.

Nous voulons l'égalité entre couples mariés et concubinages en matière d'impôt et d'assurances sociales et nous sommes en faveur de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. L'éducation des enfants doit être compatible avec une activité professionnelle pour les hommes et les femmes. Les offres en structures de jour et les postes à temps partiel – à tous les niveaux et pour les deux sexes – doivent être quelque chose de tout à fait normal.

La charge fiscale pesant sur les familles doit être allégée, par exemple en supprimant enfin ladite pénalisation du mariage. Les couples mariés sont aujourd'hui plus lourdement taxés que les couples non mariés. L'UDC vise une faible fiscalité pour tous.

Le PS veut remplacer les déductions fiscales pour les enfants dans le calcul de l'impôt par des chèques-enfants afin de réduire la charge fiscale de manière ciblée pour les familles à bas et moyens revenus. Cette solution, qui permet de déduire un chèque par enfant du calcul de l'impôt, a une portée plus sociale que le système actuel des déductions, dont profitent surtout les hauts revenus.

En 2011, le Conseil fédéral et le parlement ont décidé de sortir progressivement du nucléaire. Le Conseil fédéral propose dans la Stratégie énergétique 2050 la transformation progressive du système énergétique suisse d'ici à 2050. Votre parti soutient-il cette stratégie?

L'un des trois thèmes faîtiers de la campagne du PBD est le soutien du tournant énergétique. Le PBD est le premier parti bourgeois à avoir demandé la sortie ordonnée du nucléaire et s'engage en faveur de la stratégie énergétique 2050 et d'un système incitatif d'économie de marché en matière climatique et énergétique. La responsabilité écologique est un devoir vis-à-vis des générations à venir et son potentiel d'innovation recèle de grandes chances économiques.

Le PDC a marqué le tournant énergétique depuis le début. Nous encourageons la sortie du nucléaire et soutenons la Stratégie énergétique 2050 de notre conseillère fédérale. La production d'énergie à partir de sources renouvelables renforce l'économie régionale et crée des emplois tandis que la consommation d'énergie, les émissions de CO_2 et la dépendance vis-à-vis des pays étrangers baissent. La Suisse est en tête dans le domaine énergétique.

La stratégie énergétique proposée par le Conseil fédéral est à peine supportable pour l'économie suisse et n'est pas compatible avec le contrat social. Elle crée de nouveaux obstacles pour la Suisse et conduira à une délocalisation des emplois à l'étranger. Le PLR International veut des conditions-cadres claires et fiables à long terme plutôt que de nouvelles taxes et subventions qui faussent le marché.

Les Verts soutiennent la Stratégie énergétique 2050 qui constitue un pas important vers le tournant énergétique. Toutefois, aucune durée d'exploitation maximale, comme nous la demandons dans notre initiative Sortir du nucléaire, n'a encore été définie pour les centrales existantes. Sans échéance claire pour la sortie du nucléaire, la planification des investissements dans l'efficacité énergétique et l'extension des énergies renouvelables est incertaine.

Oui. Nous voulons parvenir au tournant énergétique mais avec des systèmes d'incitation libéraux. Actuellement, les émissions toxiques ne sont pas imputées selon le principe de causalité et l'énergie nucléaire est subventionnée de manière dissimulée. Avec une tarification réaliste et des taxes d'incitation, nous voulons nous détacher des technologies à fortes émissions de CO_2 et de l'énergie nucléaire au profit des énergies renouvelables.

La Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral est une utopie onéreuse qui met en danger la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans une Suisse en pleine croissance. L'UDC refuse ce concept fondé sur la contrainte et l'augmentation des prix. Les Suisses ainsi que les petites et moyennes entreprises avec leurs nombreux emplois seraient les victimes de cette stratégie. Il conviendrait bien plus d'améliorer les conditions-cadres pour une utilisation optimale des différentes sources d'énergie. Les interdictions technologiques n'apportent aucune aide à cet égard.

Le tournant énergétique, c'est-à-dire la sortie du nucléaire et la promotion des énergies renouvelables, est l'un des grands succès de la dernière législature. Le PS a apporté sa contribution au tournant énergétique et soutient également la deuxième phase à venir. Le changement en faveur d'une énergie plus propre est une chance – écologique et économique – colossale pour la Suisse.

Suite page suivante

À quelle composition du Conseil fédéral votre parti aspire-t-il à l'issue des élections? Une pure formule magique mathématique: deux sièges pour chacun des trois partis ralliant le plus d'électeurs et un siège pour le quatrième? Ou une concordance sur le fond permettant aux plus petits partis d'être également représentés au Conseil fédéral?

PBD – Le PBD aspire à une concordance de fond des forces constructives siégeant au gouvernement. Le PBD ne veut pas d'un gouvernement de droite avec une majorité UDC-PLR car, dans le système de concordance suisse, la représentation équilibrée des forces constructives doit surpasser une composition reposant sur des critères purement arithmétiques.

PDC – Nous nous exprimerons uniquement sur les élections au Conseil fédéral qu'après les élections parlementaires.

PLR – Le parlement peut composer le Conseil fédéral comme il le souhaite. Le gouvernement doit toutefois bénéficier d'un large soutien au parlement pour imposer des projets. Et la formule 2:2:2:1 a déjà fait ses preuves par le passé. A contrario, durant les deux dernières législatures, le Conseil fédéral a très souvent essuyé des échecs.

Les Verts – Les Verts sont pour la «concordance de la raison». Selon les Verts, l'UDC n'a pas sa place au gouvernement, malgré sa taille, car elle utilise l'état de droit comme levier et met en danger la collaboration internationale.

vert'libéraux – Les vert'libéraux sont favorables au principe de la concordance. La règle 2:2:2:1 ne reflète cependant plus la réalité du paysage politique. Nous approuverions une règle claire, définie par les partis avant les élections. Cependant, nous avons deux exigences minimales sur le fond pour l'ensemble du Conseil fédéral: nous voulons garantir le tournant énergétique et conserver notre système économique libéral.

SVP UDC – L'UDC s'est toujours prononcée en faveur du principe de concordance permettant aux quatre principaux partis d'être intégrés au Conseil fédéral en fonction de leur force. Ce système apporte une stabilité politique et il convient de le restaurer après les élections. L'UDC est également disposée, comme on le lui demande régulièrement, à endosser davantage de responsabilités au sein du gouvernement.

PS – La concordance signifie que toutes les forces dominantes responsables doivent siéger au gouvernement, dans la mesure où elles présentent des candidats éligibles. Une clé de répartition comme au cours des décennies de la formule magique n'a plus aucun sens aujourd'hui. Le PS a également toujours dit qu'il ne destituerait aucune conseillère fédérale en exercice qui fait bien son travail.

Les Suisses de l'étranger n'ont que peu de chances d'être élus car les voix des électeurs suisses à l'étranger sont réparties sur l'ensemble des cantons. Une circonscription électorale à part augmenterait considérablement leurs chances d'être élus. Votre parti soutiendrait-il une «circonscription électorale des Suisses de l'étranger»?

Non	En principe, oui	Pas encore de position	Ce serait super	Pas de position	Non	Oui

Agir durablement pour la santé et la protection des enfants. Depuis 55 ans, Terre des hommes soutient les enfants démunis. Ainsi, nous offrons un avenir meilleur aux enfants dans plus de trente pays. **Votre testament en faveur de l'enfance contribue à l'engagement de Terre des hommes.**

86% des sommes récoltées sont affectées aux programmes, donc aux enfants.

Commandez gratuitement nos guides des successions en contactant directement votre partenaire:
Vincent Maunoury, T +41 58 611 07 86, vincent.maunoury@tdh.ch.
Calculez votre part d'héritage disponible sur www.tdh.ch/fr/donate/legacy

Siège | Hauptsitz | Sede | Headquarters
Av. Montchoisi 15, CH-1006 Lausanne
T +41 58 611 06 66, F +41 58 611 06 77
E-Mail: info@tdh.ch, CCP/PCK: 10-11504-8

Terre des hommes
Aide à l'enfance. tdh.ch